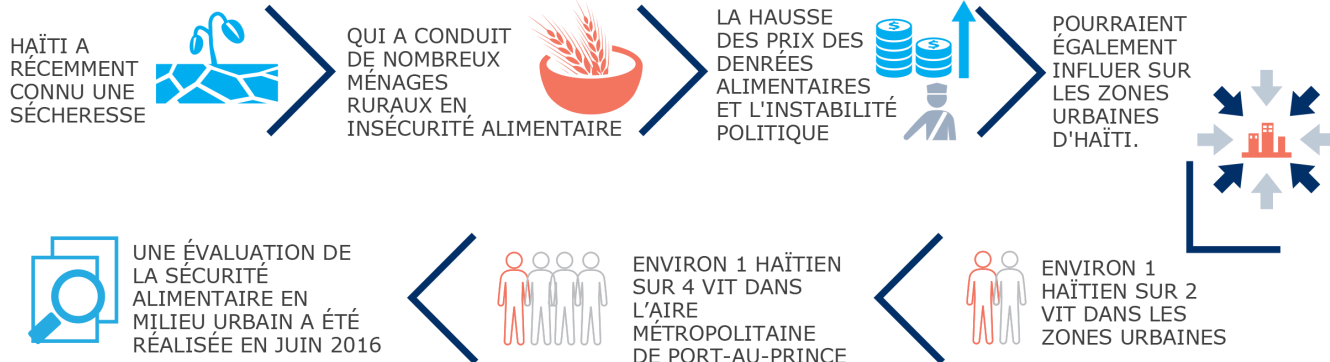




# Haïti: Evaluation de la Sécurité Alimentaire en milieu urbain

## RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES



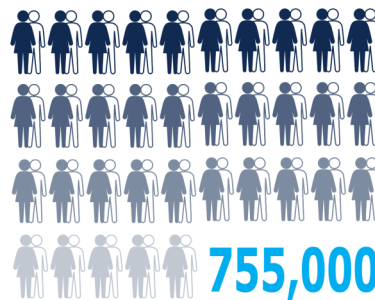
### Points-Clés

- Dans les zones urbaines couvertes par l'enquête de juin 2016, **30% des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 2% en insécurité alimentaire sévère**. Cette prévalence est considérablement inférieure à celle observée en décembre 2015<sup>1</sup> dans les zones rurales touchées par la sécheresse.
- **La commune de Cité Soleil et les villes de Gonaïves, Jérémie et Port-de-Paix** présentent les prévalences de l'insécurité alimentaire les plus élevées.
- 40% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate. L'insécurité alimentaire est principalement due à la **vulnérabilité économique**, avec 50% des ménages consacrant plus de la moitié de leur budget à la nourriture.
- **L'augmentation des prix de la nourriture** et d'autres biens et services est le choc le plus communément mentionné.
- La plupart des ménages sont obligés de recourir à des stratégies d'adaptation négatives et 25% dépendent de stratégies de crise ou d'urgence<sup>2</sup> qui sont difficiles à inverser.

*Les indicateurs liés à l'insécurité alimentaire, la faim et la richesse montrent des tendances similaires. Les populations urbaines restent vulnérables à l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones les plus pauvres.*

*Il est important de continuer à les surveiller, étant donné que de nouvelles hausses des prix des denrées alimentaires ou d'autres chocs pourraient entraîner une augmentation de l'insécurité alimentaire.*

DANS L'AIRE MÉTROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE **29%** DES MÉNAGES SONT EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



sur les quelque 2,6 millions d'habitants au total

**LE NIVEAU D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SÉVÈRE EST DE 2%**

1 Évaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence, Avril 2016, CNSA/WFP, où 47% des ménages se sont révélés être en insécurité alimentaire, avec 10% en insécurité alimentaire sévère.

2 Stratégies de crise : par exemple, réduire les dépenses de santé et d'éducation, retirer les enfants de l'école ou vendre des biens productifs. Stratégies d'urgence : par exemple mendicité, vente de terre ou maison, placer les enfants en domesticité (Restavek).



## Méthodologie

La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM), a conduit une évaluation de la sécurité alimentaire dans les principaux centres urbains des chefs-lieux de département en juin 2016. Un échantillon de 4.490 ménages a été conçu pour donner des estimations représentatives pour chacun des centres urbains des six communes qui composent l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, ainsi que pour chacune des neuf autres villes, chef-lieu des départements.

La méthodologie CARI du PAM<sup>3</sup> a été utilisée pour estimer l'indice de sécurité alimentaire (FSI), qui représente le statut de la sécurité alimentaire de la population et combine des indicateurs de consommation alimentaire (SCA), la part des dépenses de nourriture, et les stratégies de survie.

### Démographie

Environ 2,6 millions de personnes vivent dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince (soit 1 personne sur 4 dans le pays). De plus, 3,1 millions vivent dans d'autres zones urbaines du pays, ce qui donne une population urbaine totale d'environ 5,7 millions. Cela dénote qu'à l'échelle nationale, 52% de la population d'Haïti vit dans les zones urbaines et 48% (environ 5,2 millions) vivent dans des zones rurales.

Par ailleurs, 53% des ménages sont dirigés par une femme et la taille moyenne des ménages est, dans l'ensemble, de 5 personnes. Il y a peu de différence pour la taille moyenne des ménages entre l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince et les autres villes du pays.



**53% DES MÉNAGES SONT DIRIGÉS PAR UNE FEMME**



**5 PERSONNES: LA TAILLE MOYENNE DES MÉNAGES**

Photo credit: AnneSophie Girard/WFP Haïti



## Ménages en Insécurité Alimentaire

Chaque ménage enquêté est classé dans l'une des quatre catégories de sécurité alimentaire sur la base de l'approche consolidée pour les indicateurs d'information de la sécurité alimentaire (CARI). (Voir tableau ci-dessous).

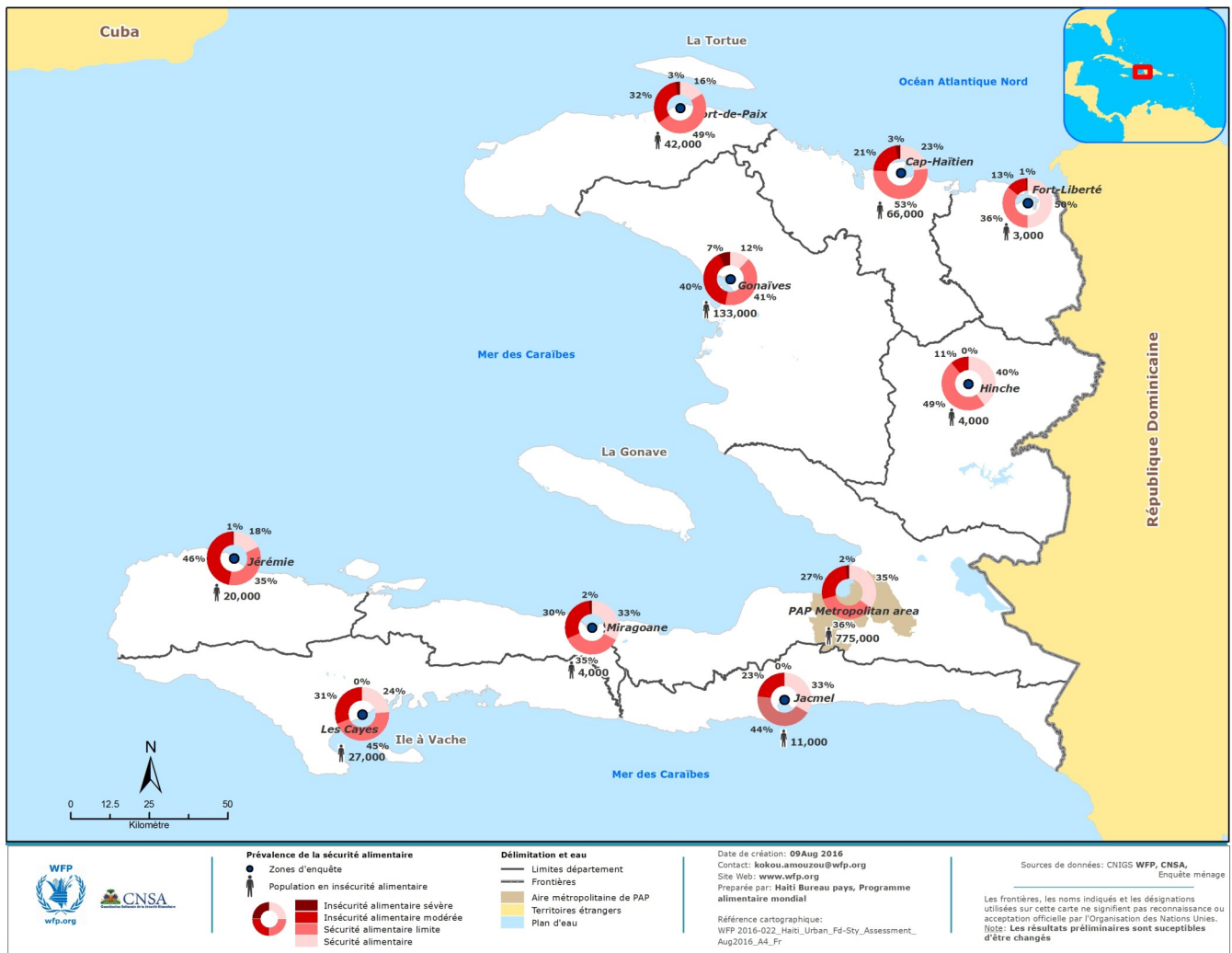
**Tableau 1**

**Classification de la Sécurité Alimentaire**

Ensemble des zones couvertes par l'enquête			SÉCURITÉ Alimentaire		INSÉCURITÉ Alimentaire	
Domaine	Indicateur		Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire limite	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Consommation Alimentaire	<b>60%</b> acceptable	<b>n/a</b>	<b>22%</b> limite	<b>17%</b> pauvre
Capacité de survie	Vulnérabilité Economique	Part des Dépenses	<b>50%</b> <50%	<b>30%</b> 50-64%	<b>13%</b> 65-74%	<b>7%</b> >75%
	Epuisement des Actifs	Stratégies de Survie basées sur les moyens d'existence	<b>36%</b> Aucune	<b>39%</b> Stress	<b>18%</b> Crise	<b>7%</b> Urgence
<b>Indice de Sécurité Alimentaire</b>			<b>32%</b>	<b>38%</b>	<b>28%</b>	<b>2%</b>

3 Pour plus d'information sur le CARI, voir <http://www.wfp.org/content/consolidated-approach-reporting-indicators-food-security-cari-guidelines>

Carte 1: Enquête sur la sécurité alimentaire en milieu urbain, juillet 2016



Carte 2:

Port-au-Prince, Aire métropolitaine – Enquête sur la sécurité alimentaire en milieu urbain, juillet 2016

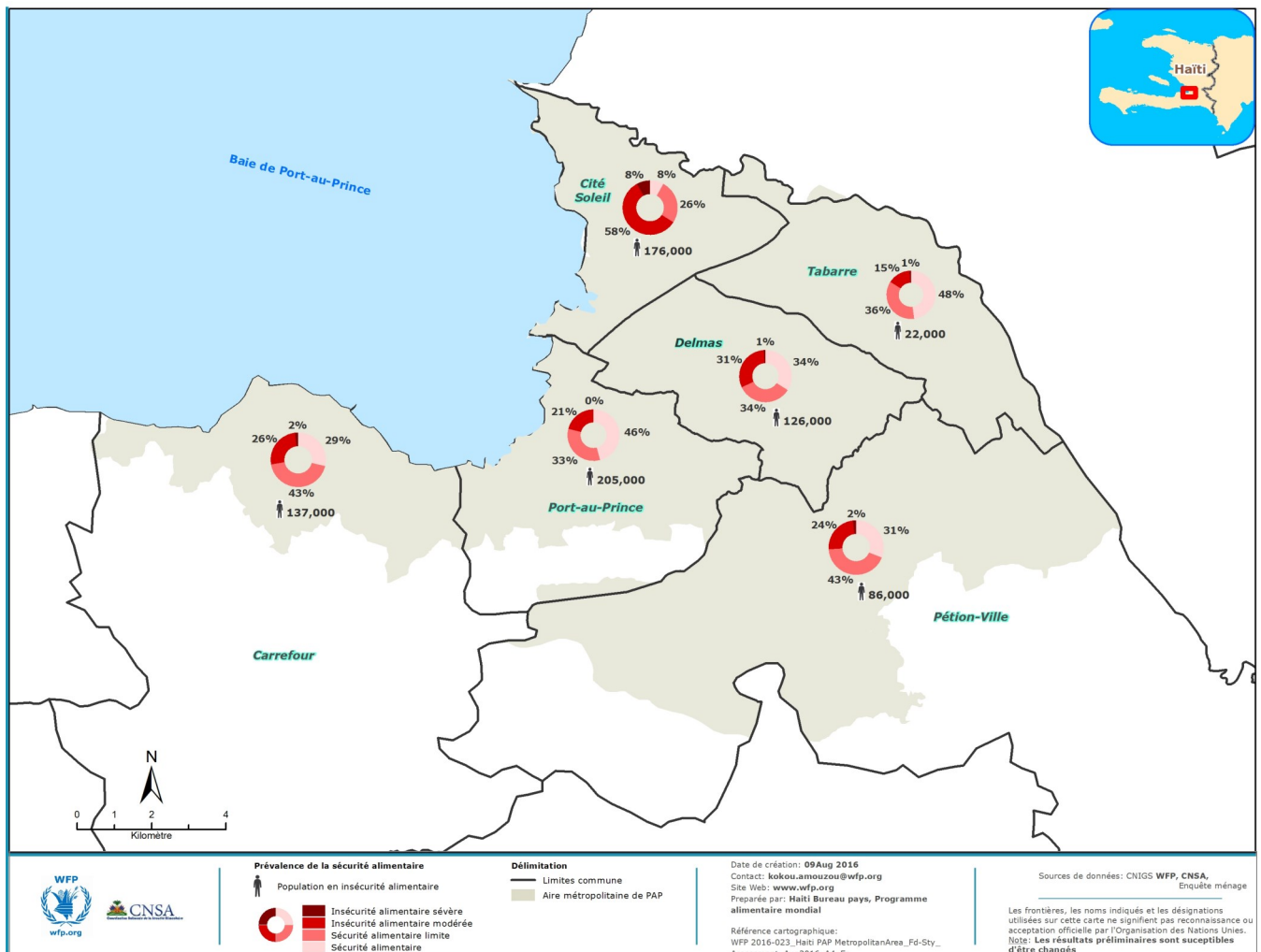
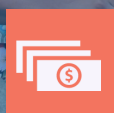


Tableau 2 Prévalence de l'insécurité alimentaire

Commune/Ville+G35F2B24: H36	Pourcentage de ménages en Insécurité Alimentaire (modérée + sévère)	Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire modérée	Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire sévère	Population totale dans les zones couvertes par l'enquête (IHSI 2015)	Population en insécurité alimentaire (chiffres arrondis)
Port-au-Prince	21%	21%	0%	977,790	205,000
Delmas	32%	31%	1%	395,260	126,000
Carrefour	27%	26%	2%	501,678	137,000
Pétionville	26%	24%	2%	327,923	86,000
Cité Soleil	66%	58%	8%	265,072	176,000
Tabarre	16%	15%	1%	130,877	22,000
<b>TOTAL- Aire Métropolitaine de Port-au-Prince</b>	<b>29%</b>	<b>27%</b>	<b>2%</b>	<b>2,598,600</b>	<b>755,000</b>
Jacmel	23%	23%	0%	48,248	11,000
Cap-Haïtien	25%	21%	3%	269,036	66,000
Fort-Liberté	14%	13%	1%	22,416	3,000
Gonaïves	48%	40%	7%	278,584	133,000
Hinche	11%	11%	0%	37,370	4,000
Les Cayes	31%	31%	0%	86,780	27,000
Jérémie	47%	46%	1%	42,388	20,000
Miragoâne	31%	30%	2%	13,577	4,000
Port-de-Paix	35%	32%	3%	121,220	42,000
<b>TOTAL- Autres zones urbaines</b>	<b>34%</b>	<b>30%</b>	<b>4%</b>	<b>919,619</b>	<b>309,000</b>
<b>Ensemble des zones couvertes par l'enquête</b>	<b>30%</b>	<b>28%</b>	<b>2%</b>	<b>3,518,219</b>	<b>1,063,000</b>



**40% DES MÉNAGES ONT UNE CONSOMMATION ALIMENTAIRE INADEQUATE**



**50% DES MÉNAGES CONSACRANT PLUS DE LA MOITIÉ DE LEUR BUDGET À L'ALIMENTATION**

Photo crédit: AnneSophie Girard/WFP Haïti

Dans l'ensemble des zones couvertes par l'enquête, 30% des ménages souffrent d'insécurité alimentaire, dont 28% d'insécurité alimentaire modérée, et 2% d'insécurité alimentaire sévère.

40% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate, en termes de quantité et de qualité. Le tableau 1 montre que l'insécurité alimentaire est également causée par les dépenses élevées liées aux produits alimentaires (un indicateur de vulnérabilité économique), avec 50% des ménages consacrant plus de la moitié de leur budget à l'alimentation.

Enfin, la majorité des ménages sont contraints de se livrer à des stratégies d'adaptation négatives, avec 25% des ménages ayant recours à des stratégies de crise ou d'urgence, qui sont difficiles à inverser.

On note de légères différences entre l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince et les autres zones. Dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, 29% des ménages sont en insécurité alimentaire (27% modérée, 2% sévère). Dans la strate formée par les autres villes, 34% des ménages sont en insécurité alimentaire (30% modérée, 4% sévère).

Dans les deux strates, les prévalences de la consommation alimentaire pauvre et limite sont similaires. Toutefois, les ménages en-dehors de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince ont tendance à consacrer une plus grande part de leurs dépenses totales aux denrées alimentaires, et sont légèrement plus susceptibles d'avoir eu recours à des stratégies d'urgence.

Quatre zones se distinguent par une plus forte prévalence de l'insécurité alimentaire: Cité Soleil, Gonaïves, Jérémie et Port-de-Paix. Des indicateurs indirects de la sécurité alimentaire montrent des tendances similaires: Ces villes présentent également les niveaux les plus élevés en terme de perception de la faim (telle que mesurée par l'échelle de la faim des ménages),<sup>4</sup> et moins de richesse en terme d'actifs (telle que mesurée par l'indice de richesse).<sup>5</sup> Ces indicateurs indiquent également Cap Haïtien et Miragoane comme des zones de préoccupation.

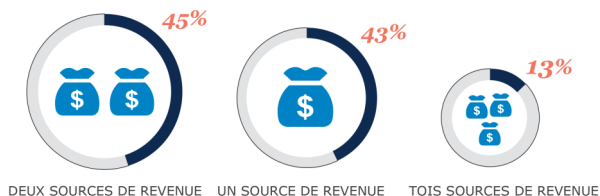
<sup>4</sup> Le HHS est un indicateur de perception basé sur la base de questions liées à la privation de nourriture, ou la faim, au niveau des ménages. <http://www.fantaproject.org/monitoring-and-evaluation/household-hunger-scale-hhs>

<sup>5</sup> L'indice de richesse classe les ménages en 5 groupes de taille égale de richesse relative (des 20% les plus pauvres aux 20% les plus riches) sur la base des actifs, la construction de maisons, l'encombrement, et d'autres indicateurs tels que l'eau et l'assainissement.



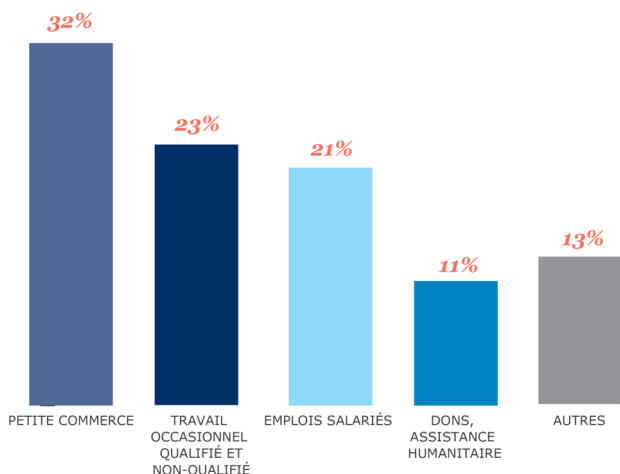
## Moyens d'existence

### Nombre de sources de revenu du ménage



Dans l'enquête, les répondants ont été interrogés sur les principales sources de revenus du ménage. 43% des ménages ont déclaré une seule source de revenu, 45% en ont déclaré deux et 13% ont déclaré trois sources.

### Principal source de revenu



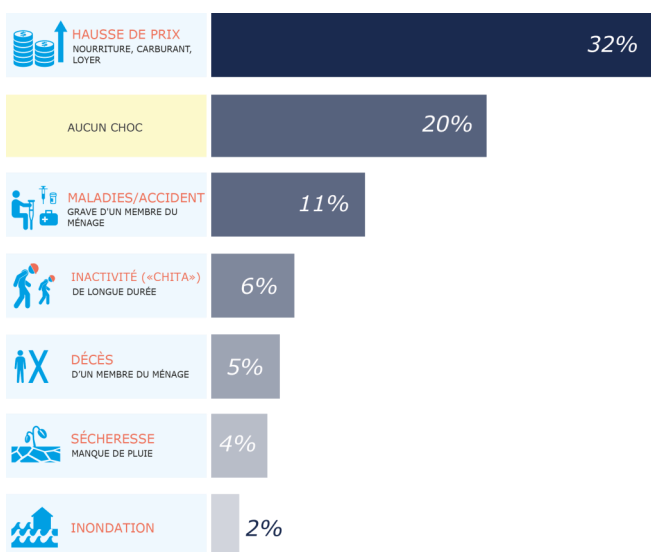
La plupart des ménages dans les zones urbaines couvertes par l'enquête tirent leurs revenus du petit commerce et des petites entreprises (32% des ménages), du travail salarié quotidien qualifié et non qualifié (23% des ménages) et des emplois salariés (21% des ménages). Les envois de fonds sont la principale source de revenus pour 11% des ménages.

Les ménages dépendant des emplois salariés ont tendance à être plus fréquents dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, en particulier à Delmas, Pétion-Ville et Tabarre. Parmi les communes de l'Aire Métropolitaine, Cité Soleil a la prévalence la plus faible des emplois salariés (15%), suivie par Carrefour (19%).

Dans les autres villes couvertes par l'enquête, il y a un peu moins de ménages qui dépendent de l'emploi salarié et du petit commerce que dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, et un peu plus de ménages qui dépendent d'emplois journaliers non qualifiés.



## Chocs



Il a été demandé aux chefs de ménages s'ils avaient subi des chocs ou «événements négatifs» ayant eu un impact sur leur ménage, et quel a été l'événement le plus important auquel ils ont dû faire face.

Le choc le plus fréquent était **l'augmentation des prix des denrées alimentaires et d'autres marchandises**, cité comme choc principal par 32% des chefs de ménages. Les autres chocs les plus communs sont la maladie ou accident d'un membre du ménage (11%), une inactivité de longue durée (6%) et la mort d'un membre du ménage (5%). Un ménage sur cinq a déclaré n'avoir subi aucun choc au cours des six derniers mois.

Bien que rares dans l'ensemble, certains chocs ont été plus fréquemment rapportés dans certaines régions. La **sécheresse et le manque de pluie** ont été rapportés par seulement 4% des ménages dans l'ensemble des zones urbaines étudiées, mais ont été des chocs beaucoup plus fréquents à Hinche (40%), Port-de-Paix (24%), Jacmel (20%), Gonaïves (21%) et Fort-Liberté (16%). **Les inondations** ont été seulement citées comme choc principal par 2% de l'ensemble des ménages, bien que 58% des ménages de Fort-Liberté les citent comme choc principal.

### Chocs au cours des six derniers mois



## Migrations

Dans l'ensemble, 12% des ménages avaient au moins un membre ayant migré au cours des 12 derniers mois. Ce chiffre est presque le double à Tabarre et Cap-Haïtien (22% et 25% respectivement). Les chiffres de migration les plus faibles sont observés à Cité Soleil et Jérémie, qui sont aussi les zones ayant la plus forte concentration de ménages pauvres.

Parmi les ménages ayant déclaré que des membres ont migré, 54% mentionnent qu'ils sont restés en Haïti, dont 20% dans le même département. Plus d'un cinquième ont signalé une migration vers les États-Unis. Ce chiffre augmente de manière significative dans les zones les plus riches (par exemple, Tabarre et Pétion-Ville) où la majorité des migrants dans ces endroits vont aux États-Unis (65% et 45% respectivement).

Près de la moitié (48%) ont migré pour **chercher du travail**, contre seulement 10% qui ont quitté pour **étudier**.

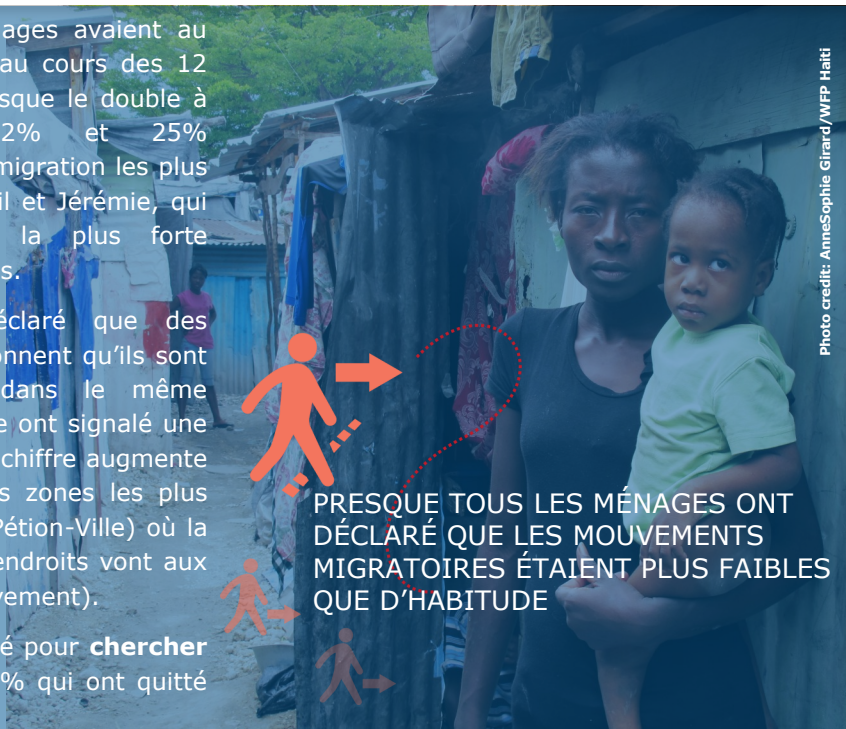


Photo credit: AnneSophie Girard/WFP Haïti

PRESQUE TOUS LES MÉNAGES ONT DÉCLARÉ QUE LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES ÉTAIENT PLUS FAIBLES QUE D'HABITUDE

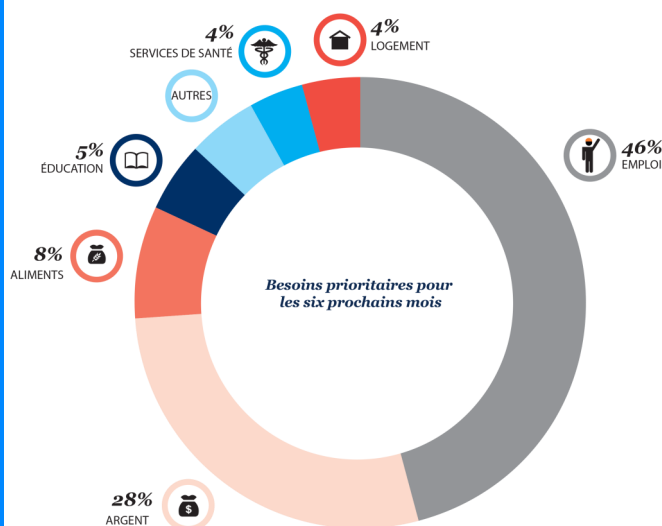
## Perspectives pour les six prochains mois

Il a été demandé aux ménages quels seraient leurs principaux besoins pour les six prochains mois. Dans l'ensemble, les réponses les plus courantes étaient «le travail» (46%) et «l'argent» (28%), suivis de loin par «la nourriture» (8%), «l'éducation» (5%) et «l'accès aux services de santé» (4%) et «l'accès au logement» (4%).

Concernant leurs prévisions de l'évolution de leur situation au cours des six prochains mois, les ménages ont répondu à 32% que la situation va empirer, 11% pensent qu'elle sera identique à celle qu'ils connaissent actuellement et 21% s'attendent à une amélioration. Les ménages dans certaines régions ont tendance à avoir une vision plus pessimiste de leur avenir. À Cité Soleil, 77% des ménages prédisent que les choses vont se compliquer et seulement 1% a dit qu'elles iraient mieux.

La forte dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain à la fin de 2015 et au début de 2016 s'est quelque peu stabilisée, mais pourrait encore s'accroître même si le coût du panier alimentaire tend lui aussi à se stabiliser.<sup>6</sup>

La saison des ouragans en cours et le calendrier électoral correspondent à une période de risques accrus de chocs supplémentaires. Les populations urbaines restent vulnérables à l'insécurité alimentaire, en particulier dans certaines zones pauvres. Il est nécessaire de continuer à surveiller la situation, étant donné que de nouvelles hausses des prix des denrées alimentaires ou d'autres chocs pourraient entraîner une augmentation de l'insécurité alimentaire.



6 Haïti, Bulletin #14, Panier alimentaire et conditions de sécurité alimentaire, CNSA/MARNDR

**Pour plus d'information, veuillez contacter:**

Programme Alimentaire Mondial (PAM), Bureau de pays, Haïti – wfp.haiti@wfp.org

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), Haïti – cnsa@cnsahaiti.org